



Chronique

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1133 - juillet 2012 -

Date de mise en ligne : dimanche 23 septembre 2012

Date de parution : juillet 2012

## Description :

Jean-Pierre Mon rappelle l'avertissement lancé aux Européens par M.Théodorakis, évoque l'exigence de certains entrepreneurs de l'économie sociale de dénoncer la corruption des entreprises.

C

# Au fil des jours

## Toujours d'actualité

En octobre 2011, Mikis Théodorakis a adressé cette lettre ouverte aux peuples d'Europe :

« Notre combat n'est pas seulement celui de la Grèce, il aspire à une Europe libre, indépendante et démocratique. Ne croyez pas vos gouvernements lorsqu'ils prétendent que votre argent sert à aider la Grèce. [...] Leurs programmes de "sauvetage de la Grèce" aident seulement les banques étrangères, celles précisément qui, par l'intermédiaire des politiciens et des gouvernements à leur solde, ont imposé le modèle politique qui a mené à la crise actuelle. Il n'y pas d'autre solution que de remplacer l'actuel modèle économique européen, conçu pour générer des dettes, et revenir à une politique de stimulation de la demande et du développement, à un protectionnisme doté d'un contrôle drastique de la Finance. Si les États ne s'imposent pas sur les marchés, ces derniers les engloutiront, en même temps que la démocratie et tous les acquis de la civilisation européenne. La démocratie est née à Athènes quand Solon a annulé les dettes des pauvres envers les riches. Il ne faut pas autoriser aujourd'hui les banques à détruire la démocratie européenne, à extorquer les sommes gigantesques qu'elles ont elles-mêmes générées sous forme de dettes.

Nous ne vous demandons pas de soutenir notre combat par solidarité, ni parce que notre territoire fut le berceau de Platon et Aristote, Périclès et Protagoras, des concepts de démocratie, de liberté et d'Europe. Nous vous demandons de le faire dans votre propre intérêt. Si vous autorisez aujourd'hui le sacrifice des sociétés grecque, irlandaise, portugaise et espagnole sur l'autel de la dette et des banques, ce sera bientôt votre tour. Vous ne prospérerez pas au milieu des ruines des sociétés européennes. Nous avons tardé de notre côté, mais nous nous sommes réveillés. Bâtissons ensemble une Europe nouvelle ; une Europe démocratique, prospère, pacifique, digne de son histoire, de ses luttes et de son esprit.

Résistez au totalitarisme des marchés qui menace de démanteler l'Europe en la transformant en Tiers-monde, qui monte les peuples européens les uns contre les autres, qui détruit notre continent en suscitant le retour du fascisme.

»

## L'eau coûte cher !

Normal, vous dira-t-on, avec tous les traitements qu'on doit lui faire subir pour la rendre potable. Mais parmi ces "traitements", il en est qui sont plus importants que d'autres : ceux des dirigeants de ces entreprises. C'est le cas de la Saur, troisième entreprise française de distribution d'eau. Elle vient, fin mai, de remplacer son ancien président par M. Michel Bleitrach, ex président du directoire de Keolis, opérateur privé de transport de voyageurs. M. Bleitrach a annoncé au conseil de surveillance de la Saur qu'en raison d'un agenda bien rempli par ailleurs (???), il entendait ne travailler que deux jours par semaine pour sa nouvelle entreprise, et demande pour cela un salaire annuel fixe de 200.000 euros, auquel s'ajouterait un bonus dont les conditions d'attribution doivent être discutées [1]. Rapportée à un temps plein, cette rémunération dépasse largement le plafond des 450.000 euros que le nouveau gouvernement veut imposer dans les entreprises qu'il contrôle et dans les sociétés où il est présent. La Saur a rétorqué immédiatement que même si son premier actionnaire (le fonds stratégique d'investissements) est public, elle n'est pas une entreprise publique et, donc n'est pas concernée.

À suivre.

## La lutte des magistrats contre le corruption

L'engagement de François Hollande à promouvoir une République exemplaire a incité 82 magistrats à signer un appel dans lequel ils s'alarment de l'abandon de la lutte contre la grande délinquance financière et réclament une réforme du Parquet. L'un d'entre eux, vice Président de l'Instruction à Nanterre explique à un journaliste que depuis 2002, il y a eu une baisse considérable des ouvertures d'information et qu'aujourd'hui, on ne lutte plus contre la corruption : « Force est de constater le nombre d'entreprises nationales qui ont des filiales dans les paradis fiscaux -notamment les grandes banques françaises, et ce n'est pas pour les colonies de vacances des cadres. Il suffit aussi de regarder le nombre de rond-points dans les communes, qui ne sont pas tous dédiés à la sécurité routière ». Il dénonce « la volonté politique de ne pas attaquer les entreprises et qu'instruire une affaire financière passe pour une atteinte à la liberté d'entreprendre ». N'oublions pas d'ailleurs que l'ancien Président de la République, Nicolas Sarkozy avait proposé « de supprimer les emmerdeurs », c'est-à-dire les juges d'instruction. Oui, la France est un pays corrompu, mais « s'il y a une volonté politique, on obtiendra des résultats. Le judiciaire n'est pas grand chose sans implusion politique. C'est le sens de cet appel » [2].

---

[1] Le Monde, 28/06/2012, p. 19.

[2] Le Monde, 28/06/2012, p. 13.